

République Française - Liberté - Égalité - Fraternité

ELECTIONS LEGISLATIVES - 21 mars 1993

Candidat d'Union UDF-RPR

Charles MILLON

Président du Conseil Régional Rhône-Alpes Maire de Belley - Député sortant

Chers Compatriotes,

Comme vous, je suis inquiet. Notre pays traverse une crise morale et politique, économique et sociale : les Français perdent confiance, la France doute d'elle-même.

La politique a été discréditée par la multiplication des affaires. Le chômage est devenu un fléau qui n'épargne aucune famille. La cohésion sociale est menacée.

- A nous de réagir et de provoquer le redressement de la France.
- A nous de restaurer le sens de l'intérêt général et le respect du bien public.
- A nous de nous mobiliser pour engager d'urgence une politique dont l'objectif essentiel sera l'EMPLOI.
- A nous de préparer les réformes dont le pays a besoin : rétablissement de l'autorité de l'Etat, poursuite de la décentralisation, modernisation du système éducatif, garantie de la protection sociale...

A cette fin, tous ceux qui veulent tirer un trait sur douze ans de socialisme, tous ceux qui refusent l'utopie ou l'extrémisme doivent se rassembler.

C'est pour aider à ce rassemblement et participer à cette œuvre de redressement de la France, qu'avec Gérard ARMAND, je sollicite à nouveau votre confiance et vos suffrages.

Charles MILLON
Député sortant

Suppléant : Gérard ARMAND Conseiller Général - Conseiller Régional



POUR LA FRANCE

• Engager le redressement national

- restaurer l'autorité de l'Etat en lui donnant les moyens d'assumer ses compétences : justice, sécurité, solidarité et poursuivre la décentralisation ;
- renforcer la séparation des pouvoirs exécutif, judiciaire, économique et garantir l'impartialité de l'Etat;
- moraliser la vie publique en luttant contre toutes les formes de corruption et en favorisant la transparence des décisions publiques ;
- réduire le train de vie de l'Etat et des Collectivités territoriales ;
- réformer le système éducatif en reconnaissant l'autonomie des établissements (lycées, universités...) ;
- assurer la cohésion sociale en garantissant la protection sociale, le régime des retraites, l'insertion professionnelle...

• Engager d'urgence une politique pour l'emploi

- alléger les charges fiscales et sociales des entreprises qui investissent et créent des emplois ;
- relancer les investissements en favorisant la baisse des taux d'intérêts grâce à un désendettement de l'Etat par le produit des privatisations ;
- orienter l'épargne vers des investissements productifs ;
- décentraliser l'ANPE et régionaliser la formation professionnelle, réhabiliter l'apprentissage et encourager la formation par alternance école/entreprise;
- promouvoir une politique de logement, grâce à des incitations fiscales et financières ;

- lancer un programme d'infrastructures publiques dans le cadre d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire ;
- développer les emplois familiaux et de proximité et encourager une nouvelle organisation du travail dans les administrations et les entreprises.

POUR LE BUGEY ET LE PAYS DE GEX

- promouvoir, dans le cadre régional, un nouvel aménagement du territoire et garantir le maintien des Services publics (administratifs, sanitaires, éducatifs...) dans les zones rurales ;
- faciliter l'implantation et le développement des PME dans les bourgs, grâce à des aides en matière d'immobilier d'entreprise et à des exonérations fiscales ;
- aider l'agriculture et la forêt dans sa modernisation et son adaptation aux nouvelles conditions européennes, par exemple les programmes intégrés de développement agricoles (PIDA);
- accompagner par le contrat "Pays d'Accueil du Bugey Avenir et Tradition" le développement touristique, la modernisation des équipements d'accueil et la valorisation des paysages ;
- veiller au développement des zones fragilisées par l'évolution économique et technique (cantons d'Hauteville, de St Rambert, de Lhuis...);
- garantir aux travailleurs frontaliers des conditions d'emploi et de protection sociale justes et durables et soutenir toutes les actions de formation et de développement en zones frontalières (pays de Gex)
- moderniser nos infrastructures de transport (RN 504 désenclavement du Pays de Gex...) et défendre les dessertes ferroviaires (Culoz-Bellegarde...).

VOUS CHOISIREZ

- un homme de terrain à l'écoute de chacun ;
- un élu qui assume les grands dossiers de notre région ;
- un enfant de l'Ain d'envergure nationale

• VOUS VOTEREZ POUR UN HOMME DE CONVICTION

Charles MILLON

Maire de Belley - Président du Conseil Régional Rhône-Alpes Député sortant

Suppléant : Gérard ARMAND - Conseiller général - Conseiller régional